

MILITANT COMMUNISTE



BULLETIN DU COLLECTIF MILITANT COMMUNISTE

Numéro 23 – livret 4 -

militant@militcom.org

septembre 2008

A propos d'un l'article du camarade J.L Sallé intitulé « L'indépendance » du Kosovo. La question de l'autodétermination »ⁱ

Le débat idéologique ouvert est nécessaire et salutaire entre les communistes pour élever leur niveau idéologique et politique et progresser dans l'analyse scientifique des événements et de la réalité concrète. Cette réponse fait partie de ce débat. Comme l'URCF a fait connaître publiquement son point de vue dans son journal, nous y répondons aussi publiquement. En aucune manière cette polémique ne remet en cause le processus unitaire engagé dans le CNU mais au contraire, doit permettre de la renforcer sur une base saine, marxiste léniniste.

ⁱ Article publié dans le N° 86 d'Intervention Communiste, journal de l'Union des Révolutionnaires Communistes de France. Nous reproduisons cet article en annexe de notre analyse

Le début de l'article commence par le rappel de la position léniniste sur cette question : « *Le droit à l'autodétermination est un principe qui doit être reconnu aux peuples opprimés par l'impérialisme ou par le colonialisme d'une nation dominante* ». Autodétermination qui peut aller jusqu'à la séparation, le « divorce » selon Lénine. » (fin de la première citation d'IC).

La première remarque est que ce droit à l'autodétermination (un principe !) n'a jamais été reconnu au peuple albanais de Kosovë. La deuxième remarque est que du temps de la Yougoslavie de Tito et de Miloséviç, avant l'intervention militaire de l'OTAN, on n'a pas trop entendu les communistes de France (et d'ailleurs) soutenir ce principe de droit !

Il est vrai que du principe à son application, il y a un pas à franchir (ou à ne pas franchir !). Le camarade pense qu'il ne fallait pas le franchir. Son argument : « *Ce droit à l'autodétermination des peuples opprimés s'inscrit dans le combat plus général et international pour renverser le capitalisme et l'impérialisme. C'est la raison pour laquelle Marx, Engels, Lénine et Staline ont avancé en théorie et en pratique le concept de subordination d'un mouvement de libération nationale au mouvement révolutionnaire mondial. Ce qui fonde cette subordination, c'est la question suivante : L'indépendance de tel ou tel peuple favorise-t-elle la lutte anti-impérialiste au plan international ? Ou renforce-t-elle l'impérialisme en général ou tel ou tel impérialisme en particulier ?* ».

Le camarade reconnaît donc un principe, mais par deux questions rhétoriques, il fait comprendre que ce prin-

cipe n'est pas applicable au motif que l'application de ce droit à l'autodétermination pourrait contredire la lutte anti-impérialiste au plan international et pourrait renforcer l'impérialisme en général ou tel ou tel impérialisme en particulier. En fait, on reconnaît le droit au divorce, mais quand la partie opprimée réclame son application, on voudrait lui refuser ce droit parce que cette application pourrait favoriser une tierce partie !

Une partie extérieure peut donner bien-sûr son point de vue sur l'opportunité du divorce, mais pas le droit de s'y opposer ou de le condamner. Car seule la partie opprimée SAIT pourquoi elle ne veut plus l'être. Voilà pour ce qui est du droit. Quand on reconnaît un droit, on accepte son application.

Mais examinons les arguments du camarade.

La séparation de la Kosovë de la Serbie défavoriserait la lutte anti-impérialiste au plan international. Questions : Si la Kosovë était restée sous l'oppression serbe, cela aurait-il favorisé la lutte contre l'impérialisme international ? Cela aurait-il affaibli l'impérialisme en général ? Cela n'aurait-il pas pu être mis à profit par tel ou tel impérialisme en particulier ?

Ne soyons pas naïfs : La Serbie n'a rien d'un Etat anti-impérialiste. Un exemple : la société nationale de fabrication d'armes de Serbie (entreprise nationale) vend des armes à l'armée irakienne. Elle traitait jusqu'à il y a peu de temps avec un intermédiaire états-uniens et récemment, la Serbie a décidé de traiter directement avec l'Etat irakien ! (il s'agit bien de l'Etat fantoche irakien actuel !). La Serbie ne sert-elle pas ici tel impérialisme en particulier, même si elle a un penchant naturel à servir tel autre ?

Pour ce qui est de la Kosovë, il s'agissait pour la Serbie de conserver une colonie, en accord avec les inté-

rêts géostratégiques de l'impérialisme Russe. Aujourd'hui, la bourgeoisie serbe hésite entre l'UE et la Russie. Où s'exprime donc là-dedans un mouvement de lutte contre l'impérialisme en général ?

En vérité, dans les Balkans comme ailleurs dans le monde, la majorité des Etats sont l'enjeu des rivalités entre les puissances impérialistes, et il est vrai, les dirigeants bourgeois compradores de ces Etats se vendent aux plus offrants. Disons-le clairement : il s'agit là d'une situation catastrophique qui est le résultat de la trahison révisionniste en URSS et dans le camp socialiste, et elle durera tant que le mouvement communiste international ne se reconstituera pas, deviendra puissant, et tant que la révolution n'obtiendra pas de victoire significative dans un pays impérialiste. A moins que des victoires en chaîne viennent des pays dominés et soient capables d'ébranler le système impérialiste de domination.

Car seules l'existence d'un camp ou d'un grand pays socialiste et une montée en puissance d'un réel mouvement de libération anti-impérialiste mondial peuvent faire en sorte que les mouvements de libération nationale se subordonnent au mouvement révolutionnaire et anti-impérialiste international. Aujourd'hui, nous n'en sommes malheureusement pas là, et les discours anti-impérialistes les plus beaux n'y changeront RIEN !

En attendant, les peuples et nations opprimés doivent-ils renoncer à lutter pour leurs droits légitimes ? Ou doivent-ils utiliser les contradictions inter-impérialistes pour réaliser une partie de leurs aspirations nationales ? Dans les conditions actuelles, nous penchons vers la deuxième solution, justement en raison du fait malheureux qu'aujourd'hui, le camp socialiste n'existe plus et que la perspective d'une victoire révolutionnaire décisive

dans le rapport des forces n'est pas , selon nous ni actuelle, ni proche.

Lénine a écrit : « *Le fait que la lutte contre une puissance impérialiste pour la liberté nationale peut dans certaines conditions être exploitée par une autre grande puissance dans ses propres buts également impérialistes ne peut plus obliger la social-démocratie à renoncer au droit des nations à disposer d'elles-mêmes que les nombreux exemples d'utilisation par la bourgeoisie des mots d'ordre républicains dans un but de duperie politique et de pillage financier, par exemple dans les pays latin, ne peuvent obliger les social-démocrates à renier leur républicanisme.* »¹

Passons à la suite de l'article.

Deux idées sont contenues dans le deuxième paragraphe : « *les marxistes sont loin d'être indifférents à la composition sociale du mouvement national* » et (reformulé à cause de la structure de la phrase), comme la direction du mouvement n'est pas prolétarienne, l'indépendance n'est pas réelle mais formelle. »

Le CMC non plus n'est pas indifférent à la composition (et à la direction) du mouvement national. Nous préférons un mouvement national dirigé par la classe ouvrière.

Mais faut-il pour autant ne soutenir que les mouvements nationaux dirigés par le prolétariat ?

Voilà comment le camarade Staline répond à cette question :

« La lutte nationale dans les conditions du capitalisme ascendant, est une lutte des classes bourgeoises entre elles. Parfois, la bourgeoisie réussit à entraîner dans le mouvement national le prolétariat, et alors la lutte nationale prend, en apparence, un caractère « populaire général », mais rien qu'en apparence. Dans son essence, elle

*reste toujours bourgeoise, avantageuse et souhaitable principalement pour la bourgeoisie. Mais il ne s'en suit nullement que le prolétariat ne doit pas lutter contre la politique d'oppression des nationalités. Les restrictions à la liberté de déplacement, la privatisation des droits électoraux, les entraves à l'usage de la langue, la réduction du nombre des écoles, et autres mesures répressives atteignent les ouvriers autant que la bourgeoisie, sinon d'avantage. Une telle situation ne peut que freiner le libre développement des forces spirituelles du prolétariat des nations assujetties. On ne peut parler sérieusement du plein développement des dons spirituels de l'ouvrier tatar ou juif, alors qu'on ne lui permet pas d'user de sa langue maternelle dans les réunions et conférences, alors qu'on lui ferme ses écoles »*²

Pour ce qui est du mouvement national albanais en Kosovë, nous pouvons affirmer que toutes les classes sociales étaient pour l'indépendance et la séparation d'avec la Serbie. Rappelons que les albanais représentaient et représentent toujours entre 90 et 95 % de la population de Kosovë. Quand Miloséviç supprima le statut d'autonomie du Kosovo en 1989, il ramena l'ouvrier albanais kosovar à la situation de l'ouvrier tatar ou juif dont parle Staline. Fallait-il que le peuple de la Kosovë l'accepte ?

Mais c'est un fait que la lutte de libération nationale a réussi à vaincre l'occupation coloniale serbe suite à l'intervention des impérialismes occidentaux. Il est aussi incontestable qu'une nouvelle bourgeoisie albanaise compradore dirige aujourd'hui la Kosovë sous la conduite de ces impérialismes.

Sur ce point, D'ACCORD avec le camarade Jean Luc Sallé ! La Kosovë, bien qu'indépendante de l'opresseur serbe n'est pas aujourd'hui réellement indépendante. Son indépendance est for-

¹ Lénine, La révolution prolétarienne et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes

² Staline, le marxisme et la question nationale. 1913

melle et le peuple kosovar n'est pas souverain.

Nous expliquerons dans la conclusion pourquoi, malgré tout, cette situation est un progrès non seulement pour le peuple kosovar, mais aussi pour l'ensemble du mouvement anti-impérialiste dans les Balkans. Il faut parfois digérer une défaite temporaire et en tirer les leçons pour repartir au combat plus forts.

Passons au troisième paragraphe.

Un peu d'Histoire.

Le camarade observe « des siècles d'oppression par le chauvinisme grand serbe (du roi Alexandre aux tchetniks) ». « des siècles », c'est beaucoup trop pour la période citée, car le roi Alexandre 1^{er} fut roi depuis 1921 du royaume de Serbie-Croatie-Slovénie, puis du Royaume de Yougoslavie en 1929. Il a été tué dans un attentat en 1934. Par contre il faut ajouter à cette oppression serbe les 6 siècles d'oppression ottomane.

En fait l'oppression grand serbe moderne date d'avant le roi Alexandre 1^{er} de Yougoslavie et elle ne s'est pas arrêtée aux tchetniks. L'oppression serbe commence en 1912-1913 après la défaite de l'empire ottoman. Dans le contexte des guerres balkaniques, et alors que des troupes monténégrines et serbes avançaient dans le nord vers Shkodra et que les troupes grecques progressaient au Sud vers Vlora, l'indépendance de l'Albanie fut proclamée le 28 novembre 1912 à Vlora par Ismail Qemal. Des territoires peuplés majoritairement d'Albanais autochtones restèrent cependant occupés et intégrés au royaume de Serbie, au Monténégro et à la Grèce. Seule une « petite » Albanie réussit à se maintenir comme entité étatique avant la première guerre mondiale.

Ainsi, la Conférence des Ambassadeurs à Londres, qui débuta en juin 1912 déboucha en juillet 1913 sur la recon-

naissance d'un Etat albanais déclaré indépendant, mais sous le contrôle des six puissances participantes (Angleterre, Russie, France, Italie, Allemagne et Autriche-Hongrie) plus un délégué albanais. Déjà une « indépendance » sous contrôle ! Durant la grande guerre, l'Albanie fut un champ de bataille. A Versailles en 1919, l'Italie voulut en faire un protectorat, et Belgrade revendiqua Shkodra et Durrës. Pour finir, il fallut trois ans à la Conférence des ambassadeurs (toujours à Londres !) pour parvenir à un accord sur les frontières d'une Albanie indépendante, accord qui laissait la Kosovë sous la domination de Belgrade.

Pour mesurer la profondeur de l'injustice faite à la nation albanaise, il suffit de rappeler ce fait historique que la Ligue de Prizren (10 juin 1878) qui a fondé le mouvement national albanais (de toute la nation albanaise !) moderne contre l'Empire ottoman s'est tenue en Kosovë. Prizren est en effet en Kosovë !

Les Albanais (descendants des Ylliens, peuple autochtone de l'ouest des Balkans depuis la plus haute Antiquité -donc bien avant l'arrivée des Slaves dans les Balkans), n'ont JAMAIS accepté cette injustice imposée par les puissances impérialistes de cette époque.

Pour être clair, ce sont les puissances impérialistes vainqueurs de la Grande Porte (la Turquie) qui ont divisé en quatre la nation historique albanaise. Cela, encore une fois, les Albanais ne l'ont JAMAIS accepté. Ensuite, que Tito ait joué sur les antagonismes nationaux pour diriger la Yougoslavie, c'est une autre affaire. Mais cela ne permet pas de mettre sur le même plan la nation oppressive serbe et la nation opprimée albanaise. Le fait historique incontestable (la mythologie serbe sur le kosovo n'y changera rien !) c'est que la Kosovë est une terre albanaise depuis la plus haute Antiquité, et que les kosovars ont toujours combattu la domination étrangère, turque et serbe,

toujours proclamé leur désir d'être indépendants et de vivre dans un seul Etat avec les autres albanais, avec un seul drapeau, le drapeau rouge frappé de l'aigle noir bicéphale. Pas le ridicule drapeau actuel imposé par les nouveaux maîtres étrangers et qui ne sert que dans les cérémonies et les réunions officielles !

Cette volonté est historique, elle est indestructible. Elle n'a pas encore abouti, mais elle fait son chemin au travers des détours de l'histoire. S'y opposer revient à accepter d'une manière ou d'une autre l'oppression d'une nation sur une autre nation.

Poursuivons : quatrième paragraphe et suivants.

Le camarade JL Sallé dénonce ensuite le travail des impérialismes étasunien et européen pour détruire la Fédération yougoslave et accuse ensuite les dirigeants nationalistes albanais de leur avoir délibérément ou inconsciemment servi la soupe : *« au contraire, le mouvement nationaliste kosovar vit les armées de l'OTAN comme des alliés dans sa lutte nationale mais ignore que sa lutte devenait en fait un élément de la balkanisation, provoquée par l'impérialisme dans l'Europe du sud-est. »*.

D'accord sur le fait que l'impérialisme occidental a poussé dans le processus du démantèlement de la fédération yougoslave.

Quelques questions s'imposent cependant :

La Yougoslavie de Tito et de ses successeurs n'était-elle pas déjà un pays tiraillé par les rivalités opposant les impérialismes occidentaux et le social impérialisme russe ?

Les bourgeoisies des différentes républiques n'avaient-elle pas déjà « choisi » leur impérialisme préféré depuis longtemps ?

Ces impérialismes n'avaient-ils pas déjà tracé, bien avant l'éclatement de la Fédération, sur la base du rapport des forces d'alors, leur plan de partage

des républiques de l'ex-Yougoslavie : la Slovénie, la Croatie et la Bosnie pour l'impérialisme occidental, la Serbie (comprenant la Kosovë), le Monténégro et la Macédoine pour la Russie ? Bref, n'est-ce pas s'illusionner que de penser que la Fédération Yougoslave aurait pu résister à l'éclatement dans les conditions de sa situation intérieure (rivalités entre bourgeoisies nationales) et le contexte extérieur (rivalités inter-impérialistes dans la région) ?

N'est-ce pas s'illusionner que de penser qu'au cas où la Fédération Yougoslave aurait quand même pu trouver une solution pour ne pas éclater, cette Yougoslavie aurait été un rempart contre l'impérialisme ?

Mais revenons à la question de la séparation de la Kosovë d'avec la Serbie dans le contexte général de l'éclatement de la République Fédérative de Yougoslavie.

Encore un peu d'Histoire.

L'inclusion de la Kosovë dans un Etat Serbe, rappelons-le fut une injustice et une faute historique commises au début du XX^{ème} siècle par l'impérialisme.

Tito avait lui-même promis qu'à l'issue de la victoire sur le nazisme, la population kosovare verrait se réaliser sa volonté d'autodétermination exprimée noir sur blanc à la Conférence de Bucarest, en 1943). Il a trahi sa parole. Pour les communistes, ce n'est pas une surprise.

Suite à cette volte-face, le peuple albanais de Kosovë, en accord avec la politique de la République Populaire Socialiste d'Albanie a continué à revendiquer son identité et ses droits nationaux légitimes en réclamant le statut de république au sein de la Fédération yougoslave.

Confronté au mouvement albanais pour ses droits nationaux, mais aussi aux exigences serbes, Tito adopta en 1974 la solution de l'autonomie de la province du Kosovo au sein de la République de Serbie. Bien que ne répondant pas totalement à leur volonté,

les Albanais kosovars virent reconnus et rendus applicables un certain nombre de leurs droits nationaux légitimes. Que Tito, au moyen de ce statut d'autonomie, ait eu en tête d'affaiblir la Serbie, c'est possible. Cela fait partie des rivalités qui traversaient déjà la RFY.

Pour les Albanais de Kosovë, c'était un progrès. Le statut a d'ailleurs fonctionné un certain temps au grand dam des nationalistes radicaux grands-serbes qui le considéraient comme une profanation de leur « berceau national » et qui vont commencer à préparer leur revanche.

Venons-en à l'éclatement de la RFY.

Après la mort de Tito, en 1987, considérant que le statut d'autonomie de la Kosovë favorisait le développement du mouvement national albanais autour du mot d'ordre de « KOSOVIË REPUBLIQUE », et poussé par les milieux nationalistes radicaux, Miloséviç retira à la Kosovë le statut de province autonome, en 1989. Cette décision correspondait au calcul politique du gouvernement de Belgrade de s'appuyer sur le chauvinisme grand-serbe en satisfaisant ses exigences nationalistes à un moment où des craquements se faisaient déjà entendre dans les structures fragilisées de la RFY. Interprétée comme un acte de durcissement de la domination serbe, la Slovénie, d'abord, la Croatie, ensuite, puis la Bosnie Herzégovine et la Macédoine estimèrent le moment venu de se retirer de la RFY et de déclarer leur indépendance au prix de conflits armés menés par la Serbie au nom de la RFY qui de fait n'existait plus et se réduisait à la Serbie-Monténégro avant de se réduire à la seule Serbie après la déclaration d'indépendance du Monténégro.

Et la Kosovë ?

La suppression du statut de région autonome va entraîner une résistance du peuple albanais kosovar. Sous une forme pacifique, d'abord. Sous la di-

rection d'Ibrahim Rugova, un référendum clandestin va conduire à la déclaration d'indépendance et à la mise sur pied d'une administration parallèle qui va organiser la désobéissance civile non violente.

Face à ce mouvement non-violent, la répression serbe va se faire de plus en plus dure ; et face à cette répression de plus en plus dure, la résistance non-violente va laisser la place à la résistance armée. Et c'est ainsi que l'UCK va se construire sur le terrain d'abord, puis rejointe par des milliers de volontaires de l'émigration ancienne et récente, et se développer jusqu'à devenir capable de contrôler militairement de larges parties du territoire de la Kosovë.

Il est largement répandu, dans le mouvement communiste, l'idée que l'UCK est une création des impérialistes états-uniens et allemands. Ceux qui colportent cette idée ne connaissent pas la réalité et s'enferment dans leur erreur en considérant comme des preuves n'importe quelle « information » diffusée par les centres de propagande serbo-russes.

Les communistes devraient fonder leurs positionnements non pas sur des « sources » unilatérales, mais en s'informant sans préjugés ni passion auprès d'autres sources communistes de la région. Au près du Parti Communiste d'Albanie, par exemple, qui est directement concerné !

Continuons. La vérité sur la suite des événements, la voici : après avoir remporté des victoires militaires, l'UCK s'est retrouvée face à une contre-offensive générale de l'armée serbe, et son infériorité matérielle l'a mise dans une position difficile.

En même temps, les troupes serbes pratiquaient une répression terroriste contre les populations albanaises, provoquant un exode d'un million de personnes qui vont trouver refuge en Albanie, en Macédoine et au Monténégro. La vérité c'est que même dans ces conditions désastreuses, les com-

battants de l'UCK n'ont jamais réclamé une intervention militaire extérieure ni aérienne, ni terrestre. Ils ont réclamé des armes pour se battre, eux-mêmes. Dans le monde entier, les Albanais de l'émigration ont envoyé des combattants volontaires et versé de l'argent pour acheter des uniformes et des armes légères. Mais cela n'a pas suffi et la situation des combattants et de la population est devenue critique.

C'est seulement à ce moment là que les impérialistes occidentaux ont crié : « attendez, on arrive ! », et qu'ils vont organiser la Conférence de Rambouillet.

La situation était mûre en effet pour faire coup double :

Affaiblir la Serbie, dernier pion de la Russie dans la région, en lui imposant -sous la menace d'une intervention militaire aérienne- un compromis maintenant le Kosovo dans le cadre de la Serbie, mais en imposant l'installation de troupes de l'OTAN sur le territoire du Kosovo, dans une perspective géostratégique.

Soutenu par Moscou, et porté par le mouvement nationaliste serbe, Miloséviç va refuser le marché. Il a pris le risque insensé, sans aucune possibilité de gagner, de donner aux américains l'occasion de bombarder ce qui restait de la RFY, et de mettre la Serbie à genoux. Pourquoi a-t-il pris cette responsabilité ? A-t-il cru que la Russie prendrait le risque d'une confrontation armée avec les USA et l'UE ? A-t-il voulu que la nation serbe garde de lui l'image d'un héros national ?

Quoi qu'il en soit, devant le refus serbe de signer le protocole d'accord de Rambouillet, les occidentaux ont mis leur plan militaire à exécution. Comme c'était prévisible, la Serbie a perdu la partie, les impérialistes occidentaux ont imposé leurs conditions, et Miloséviç est mort dans une prison, à la Haye.

Et les Kosovars, eux, dans ce marché ? Pris à la gorge, ils ont accepté. Pas tous, d'ailleurs : Adem Démaci a

quitté la délégation kosovare, considérant avec raison que les accords de Rambouillet n'apportaient pas une véritable indépendance à la Kosovë. Entre deux réunions, Hashim Thaçi a dû aller sur le terrain consulter les commandants de l'UCK. Devant leur situation militaire désespérée, ils ont accepté. Thaçi est revenu à Rambouillet et a signé. C'était accepter l'intervention aérienne contre la Serbie ou condamner les combattants albanais à l'extermination et le peuple kosovar à l'épuration ethnique totale et à l'exode définitif. Il n'y avait plus d'autre choix que de signer. Les huées n'y changeront rien : C'est la situation réelle qui a imposé ce choix. Et les Kosovars n'en avaient pas d'autre.

D'autres scénarios étaient-ils possibles pour éviter d'en arriver à cette extrémité ?

Oui. Si la Serbie n'avait pas supprimé l'autonomie de la Kosovë en 1989 ; si la Serbie n'avait pas pratiqué ensuite une politique répressive systématique ; si des voix plus nombreuses s'étaient faites entendre, en Serbie (et en particulier dans le prolétariat serbe) pour reconnaître les droits nationaux légitimes des albanais de Kosovë et leur droit à disposer d'eux-mêmes ; bref, si le chauvinisme grand-serbe avait été combattu et battu, au lieu d'être porté au rang d'une politique d'Etat, alors oui, les événements auraient pu se développer autrement.

Quoi qu'il en soit, il faut dire que dans un tel conflit de nationalités dont l'une est oppressive et l'autre opprimée, la responsabilité première revient à la nation oppressive.

« Le prolétariat des nations oppressives ne peut se contenter de phrases générales, stéréotypées, rabâchées par tous les bourgeois pacifistes, contre les annexions et pour l'égalité en droits des nations en général. Il ne peut passer sous silence le problème, particulièrement « désagréable »

*pour la bourgeoisie impérialiste, des frontières des Etats fondés sur l'oppression nationale. Il ne peut pas ne pas lutter contre le maintien par la force des nations opprimées dans les frontières de ces Etats (à méditer par ces communistes qui mettent en avant « le droit international » pour crier contre la déclaration d'indépendance de la Kosovë) » - NDLR) ; **Autrement dit, il doit lutter pour le droit à l'autodétermination. Il doit revendiquer la liberté de séparation politique pour les colonies et les nations opprimées par « sa » nation. Sinon, l'internationalisme prolétarien demeure vide de sens et verbal ; ni la confiance, ni la solidarité de classe entre les ouvriers de la nation opprimée et de celle qui opprime ne sont possible ; et l'hypocrisie des défenseurs réformistes et kautskistes de l'autodétermination, qui ne disent rien des nations opprimées par « leur propre » nation et maintenues par la force au sein de « leur propre » Etat n'est pas démasquée ».**³*

Ainsi, sans aucun doute possible, c'est dans la nation oppressive (et dans son prolétariat s'il n'accomplit pas son devoir internationaliste) qu'il faut chercher le facteur premier des oppositions nationalistes chauvines, c'est dans la nation oppressive qu'il faut chercher les « cent noir » et le « nationalisme raffiné », et non dans la nation opprimée qui lutte pour ses droits nationaux. Pour être précis, c'est le chauvinisme grand-serbe (que le prolétariat serbe n'a pas su éradiquer) qui est la première cause des conflits de nationalités dans l'ex-RFY. Pas le mouvement national albanais. Il ne faut pas inverser les rôles, même si

³ Lénine, la révolution socialiste et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ch. 4.

on a le droit de formuler certaines critiques à certains positionnements politiques de certaines parties de ce mouvement national.

Pour conclure avec cette partie, il est évident que l'impérialisme occidental a su utiliser dans ses intérêts les conflits nationaux en ex-Yougoslavie. Mais à qui la faute ? Pour nous, c'est l'Etat chauvin serbe et son leader Miloséviç qui en portent la principale sinon l'entière responsabilité.

Et nous en arrivons à la fin de l'article du camarade JL Sallé.

D'abord, il rappelle deux évidences incontestables pour tout observateur : l'indépendance de la Kosovë est formelle « *puisque l'économie est dévastée avec 50% de chômeurs, une économie de divers trafics qui conduit le Kosovo à devenir un protectorat, une semi-colonie* ». Cela est vrai. Mais il faut alors poser quelques questions au camarade : pourrait-il affirmer que la situation de la Kosovë serait meilleure si elle était toujours une colonie (oui, une colonie !) de la Serbie ? Son indépendance serait-elle moins formelle ? Aurait-elle moins de chômeurs ? Ne s'y livrerait-on plus à divers trafics ? Qui se risquerait à répondre oui... ?

Et à propos de ce caractère formel de l'indépendance de la Kosovë, le camarade affirme: « *Cette question est totalement occultée par le mouvement national kosovar* ».

Cette affirmation est totalement inexacte et montre une méconnaissance complète de la situation politique en Kosovë.

Quelle est cette réalité ?

A Prishtina, il y a effectivement un gouvernement qui applique servilement les ordres états-uniens et européens (encore qu'il y ait parfois des discordances entre eux). Ce gouvernement est composé d'anciens dirigeants du parti d'Ibrahim Rugova, le dirigeant pacifiste aujourd'hui décédé (Ligue démocratique de Kosovë LDK)

et de certains ex-chefs de l'UCK (Parti Démocratique de Kosovë PDK). Le premier ministre est Hashim Thaçi (PDK, majoritaire), le président de la république est Fatmir Sejdiu (LDK, minoritaire).

Ces deux partis ont recueilli ensemble, aux dernières élections 55% des suffrages exprimés (34% pour le PDK, 22% pour la LDK. Chiffres officiels). Mais il faut ajouter que seuls 37% des électeurs sont allés voter ! Bref, PDK+LDK = 20% des électeurs inscrits !

Pourquoi ce taux record d'abstentions ? Parce que tout simplement le peuple de Kosovë s'est abstenu pour condamner les partis politiques pourtant issus du mouvement national. Non parce que le peuple rejette l'indépendance, mais au contraire parce qu'il a jugé que les chefs des partis ont trahi la lutte pour une véritable indépendance, parce qu'ils sont devenus les valets des nouveaux occupants, parce qu'ils ne répondent pas aux besoins et aux aspirations matérielles et sociales du peuple, parce qu'ils sont devenus les représentants d'une bourgeoisie compradore qui s'enrichit pendant que le peuple s'appauvrit.

Voilà une première partie de la réalité. Le second volet de la réalité, c'est l'existence et le développement d'un véritable camp populaire majoritaire, uni autour des valeurs du mouvement national, et dont le mouvement VETEVENDOSJE est la force politique organisée dirigeante.

VETEVENDOSJE signifie en français AUTODETERMINATION.

Ce nom contient à lui seul toute la philosophie politique de ce mouvement. Il signifie que l'indépendance aurait dû être le fruit d'un référendum d'autodétermination, seul garant de la souveraineté nationale et populaire, et non un cadeau pourri des puissances étrangères, offert en échange d'une acceptation de leur tutelle.

VETEVENDOSJE combat pour une véritable souveraineté de la Kosovë, pour le départ des corps militaires étrangers (UNMIK, KAFOR, EULEX) et relie cette lutte aux luttes pour la démocratie et les revendications économiques et sociales du peuple.

VETEVENDOSJE organise des manifestations de masse dans les villes et des réunions dans les villages. Ses activités sont durement réprimées. Son leader, Albin Kurti passe une bonne partie de sa vie en prison ou en résidence surveillée. Le 17 janvier 2007, la police de l'ONU a tiré sur une manifestation pacifique organisée par le mouvement à Prishtina, tuant deux manifestants par balles et en blessant quatre vingts dont certains sont handicapés à vie. Des vidéos et un film de cette manifestation sont accessibles sur le site internet de VETEVENDOSJE. Même pour ceux qui ne parlent pas albanais, les images parlent d'elles-mêmes. Et on n'y voit aucun drapeau américain !

Pour résumer : le mouvement national progressiste aujourd'hui, en Kosovë, est le mouvement dirigé par VETEVENDOSJE⁴. Ce mouvement combat pour une souveraineté réelle de la Kosovë c'est-à-dire contre la tutelle impérialiste. Ce mouvement a une implantation de masse incontestable, et il s'oppose au gouvernement et aux partis vendus à l'impérialisme.

⁴ Pour accéder au site du mouvement VETEVENDOSJE : Il suffit d'inscrire vetevendosje dans la barre de recherche de votre navigateur internet ou tout autre moteur de recherche et de lancer la recherche. Ensuite, cliquer sur Levizia VETEVENDOSJE ballina. Vous arrivez sur le site. Pour accéder aux documents photos et vidéos, cliquez dans la colonne de droite (écrite en rouge) sur « fotogaleria » et sur « audio dhe vidéo materiale ». Il y a aussi des textes en anglais. En cas d'échec, envoyer un message électronique au CMC.

Voilà. C'était une mise au point nécessaire pour répondre à l'affirmation erronée : « *Cette question est totalement occultée par le mouvement national kosovar* ».

L'article poursuit : « *La balkanisation signifie un affaiblissement de l'internationalisme prolétarien, la montée partout des nationalismes bourgeois...* »

Mais peut-il y avoir de l'internationalisme prolétarien entre deux prolétariats dont l'un soutient l'oppression de sa nation sur la nation du second ? N'est-ce pas le nationalisme serbe, le nationalisme oppresseur brutal de la nation dominante, qui est la cause de la « balkanisation » ?

Citons à nouveau Lénine : « **Le prolétariat des nations oppressives (...) doit revendiquer la liberté de séparation pour les colonies et les nations opprimées par sa nation. Sinon, l'internationalisme du prolétariat demeure vide de sens et verbal ; ni la confiance, ni la solidarité de classe entre les ouvriers de la nation opprimée et de la nation qui opprime ne sont possibles.** ». Ceci est fondamental.

Ne confondons donc pas nation oppressive et nation opprimée. Arrêtons de taper sur le mouvement national kosovar comme s'il était la cause de la situation qui a permis à l'impérialisme occidental de progresser dans les Balkans. Les responsables (et leur idéologie liée à des intérêts de classe, bien sûr) ne sont pas à Prishtina, mais à Belgrade.

Cette idéologie, (et cette maladie est particulièrement vivace dans les Balkans) c'est le chauvinisme de nation dominante. L'internationalisme prolétarien ne peut se construire que sur la reconnaissance concrète de l'égalité des nations, ce qui suppose que chacune peut disposer d'elle-même.

Aujourd'hui les communistes doivent tirer les leçons de l'histoire comme l'a fait Lénine dans cet extrait de *La ré-*

volution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes :

« A l'opposé des proudhoniens, qui « niaient » la question nationale « au nom de la révolution sociale » Marx mettait au premier plan, en considérant par-dessus tous les intérêts de la lutte de classe du prolétariat des pays avancés, le principe fondamental de l'internationalisme et du socialisme : un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre. C'est du point de vue des intérêts du mouvement révolutionnaire des ouvriers allemands que Marx réclamait en 1848 que la démocratie victorieuse proclamât et accordât la liberté aux peuples opprimés par les Allemands. C'est du point de vue de la lutte révolutionnaire des ouvriers anglais que Marx réclamait en 1869, la séparation de l'Irlande d'avec l'Angleterre. Et il ajoutait : « **Dût-on, après la séparation, aboutir à la fédération.** » Ce n'est qu'en formulant cette revendication que Marx éduquait véritablement les ouvriers anglais dans un esprit internationaliste. C'est ainsi seulement qu'il pouvait opposer une solution révolutionnaire de ce problème historique aux opportunistes et au réformisme bourgeois, qui, jusqu'à présent, après un demi-siècle, n'a toujours pas réalisé la « réforme » irlandaise. **C'est ainsi qu'il pouvait, à l'encontre des apologistes du capital qui criaient à l'utopisme et à l'impossibilité de réaliser pour les petites nations le droit à la séparation, et proclamaient le caractère progressiste de la concentration non seulement économique, mais aussi politique, défendre le caractère progressiste de cette concentration opérée d'une manière non impérialiste, et défendre le rapprochement des nations basé non pas sur la violence, mais sur la libre union des prolétaires de tous les pays.** C'est ainsi seulement qu'il

*pouvait opposer à la reconnaissance verbale, souvent hypocrite, de l'égalité des nations et de leur droit à disposer d'elles-mêmes l'action révolutionnaire des masses également en ce qui concerne la solution des problèmes nationaux. »*⁵

Un petit parti marxiste-léniniste yougoslave, le PARTIJA RADA (PARTI DU TRAVAIL) a appliqué cette ligne léniniste et milité pour le droit à la séparation de la Kosovë d'avec la Serbie. Mais ses efforts n'ont pas permis d'extirper le chauvinisme grand-serbe et ce chauvinisme l'a malheureusement emporté, pour le malheur non seulement du peuple kosovar, mais aussi pour le malheur du peuple serbe.

Conclusion

Nous avons donc une divergence avec l'URCF sur la légitimité ou la justesse de la séparation de la Kosovë d'avec la Serbie. Nous sommes en revanche d'accord pour dire que l'indépendance de la Kosovë est formelle (celle de la Serbie l'est-elle moins ?) et que ce pays est sous la tutelle des impérialismes occidentaux.

A moins de penser que la Serbie doive reconquérir la Kosovë, hypothèse que

la raison exclut et donc que nous écartons, il existe aujourd'hui une situation concrète, dans les Balkans, et c'est à partir de cette situation concrète que les peuples de cette région, vivant chacun aujourd'hui dans son Etat-nation, ont à affronter dans leur cadre national chacun sa propre bourgeoisie, et ensemble la domination impérialiste. Notre soutien internationaliste est de les soutenir dans cette perspective. On n'avance pas en regardant dans le rétroviseur, même s'il ne faut pas ignorer ce qu'il y a derrière. Ce qu'il y a derrière, ce sont des rapports de forces et des violences créés par les nationalismes chauvins. Il faut que les peuples de la région éteignent les braises de ce fléau. Et ce n'est pas notre rôle de les alimenter. Il faut au contraire regarder devant et tracer des perspectives.

Aujourd'hui, les nations des Balkans doivent se considérer comme égales. Et c'est sur la base de cette égalité qui doit être reconnue par toutes que leurs prolétariats peuvent et doivent reconstruire leur solidarité internationaliste. Cette solidarité peut et doit être mise en œuvre dans une lutte commune pour chasser tous les impérialismes des Balkans. C'est désormais possible. Cela ne l'était pas dans le contexte antérieur d'oppression nationale.

Le Collectif Militant Communiste appuiera toute initiative qui va dans ce sens.

**Le Collectif Militant Communiste
Août 2008**

⁵ La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ch 5, *Le marxisme et le proudhonisme dans la question nationale*.

**« L'indépendance » du Kosovo
La question de l'autodétermination.**

Le droit à l'autodétermination est un principe général qui doit être reconnu aux peuples opprimés par l'impérialisme ou par le colonialisme d'une nation « dominante ». Autodétermination qui peut aller jusqu'à la séparation, le « divorce » selon Lénine. Ce droit à l'autodétermination des peuples opprimés s'inscrit dans le combat plus général et international pour renverser le capitalisme et l'impérialisme. C'est la raison pour laquelle, Marx, Engels, Lénine, Staline ont avancé en théorie et en pratique le concept de subordination d'un mouvement de libération nationale au mouvement révolutionnaire mondial. Ce qui fonde cette subordination, c'est la question suivante l'indépendance de tel peuple favorise-t-elle la lutte anti-impérialiste au plan international ? Ou renforce-t-elle l'impérialisme en général et tels impérialismes en particulier ?

Ensuite, les marxistes sont loin d'être indifférents à la composition sociale du mouvement national. A savoir quelle classe dirige ce processus de lutte vers l'indépendance ? Si la direction du mouvement est prolétarienne, on se dirige vers une transition possible de la révolution nationale démocratique à la révolution socialiste prolétarienne. L'indépendance est réelle, pas seulement formelle (néo-colonialisme).

Dans le cas du Kosovo, après des siècles d'oppression par le chauvinisme grand serbe (du roi Alexandre aux Tchétniks), la lutte de libération nationale de 1944-45 en resta au stade capitaliste puisque le parti de Tito était un « parti de 4 classes », un parti révisionniste aux mains de la bourgeoisie nationaliste yougoslave. Le révision-

nisme se fondant sur le clientélisme, la division et la concurrence (rôle de l'autogestion), Serbes et Kosovars furent opprimés à tour de rôle par le pouvoir titiste. Quand le véritable social-fasciste Rankovic était ministre de l'intérieur, les droits de la minorité albanaise étaient niés. Après le complot nationaliste serbe pour la prise du pouvoir de Rankovic contre Tito, dans les années 60, Tito se mit à reconnaître certains droits aux albanais., et à persécuter les Serbes, puis l'inverse !

Le premier courant qui permit la mainmise nord-américaine, puis de l'Union européenne sur la Yougoslavie, ce fut le révisionnisme titiste. La Yougoslavie était le pays « socialiste » (en réalité capitaliste dominé) qui exportait sa main d'oeuvre en Allemagne et en France. Un quart de sa main d'oeuvre travaillait à l'étranger.

Après la destruction de l'URSS, l'UE et particulièrement l'impérialisme allemand dépecèrent la Yougoslavie avec la sécession de la Croatie, de la Slovénie, puis de la Bosnie, et ce par une guerre d'agression impérialiste.

Le combat de la Yougoslavie contre la mainmise états-unienne et européenne devenait le facteur principal de la lutte antiimpérialiste. Au contraire, le mouvement nationaliste Kosovar vit les armées de l'OTAN comme des alliés dans sa lutte nationale, mais ignore que sa lutte devenait en fait un élément de la balkanisation, provoquée par l'impérialisme dans l'Europe du sud-est.

Suite à la défaite de la Yougoslavie, les troupes de l'OTAN se sont installées dans le Kosovo, ont installé des bases militaires, y compris celles qui servent à l'acheminement de troupes en Afg-

hanistan, au transport des prisonniers transférés à Guantanamo.

L'impérialisme français a joué un rôle actif dans le dépeçage de la Yougoslavie, avec Kouchner haut commissaire, partisan de longue date de l'indépendance du Kosovo. Le contingent français a été dirigé par le Général de Kermabon, ancien des corps expéditionnaires en Afrique, présent lors de la guerre d'agression impérialiste. Les troupes ont pour charge de former les futurs cadres policiers, douaniers et sans doute les services secrets.

Peut-on parler d'indépendance quand celle-ci est obtenue avec les troupes impérialistes ? C'est une indépendance formelle puisque l'économie est dévastée (il est vrai en raison du titisme et du nationalisme grand serbe) avec 50 % de chômeurs, une économie de divers trafics qui conduit le Kosovo à

devenir un protectorat, une semi colonie. Cette question est totalement occultée par le mouvement national kosovar

N'est-ce pas une position proche de celle, des « communistes » irakiens devenus « ministres » dans les fourgons de l'armée) impérialiste américaine?

Notre position ne découle pas de considérations géopolitiques mais de la lutte générale anti-impérialiste, du contenu de classe du soutien de la France, des États-unis, de l'Allemagne à « l'indépendance kosovar ».

La balkanisation signifie un affaiblissement de l'internationalisme prolétarien, la montée partout du nationalisme bourgeois, l'installation de bases militaires d'agression qui joueront leur rôle en cas de guerre civile en France, Italie, Albanie...

JLS

SUR NOTRE SITE WWW.MILITCOM.ORG

—

DOCUMENTS HISTORIQUES de la REPUBLIQUE POPULAIRE SOCIALISTE D'ALBANIE SUR LA QUESTION DU KOSOVO

QUI EST RESPONSABLE DU GENOCIDE EN KOSOVE ?

Article publié dans le «Zëri i popullit» 31 août 1966

POURQUOI A-T-ON RECOURU À LA VIOLENCE POLICIÈRE ET AUX CHARS CONTRE LES ALBANAIS DE KOSOVE ?

Article paru dans le journal «Zëri i popullit» 8 avril 1981

LA DEMANDE DE RECONNAISSANCE DU STATUT DE RÉPUBLIQUE À LA KOSOVE EST JUSTE

Article paru dans le journal «Zëri i popullit» 17 mai 1981 (un extrait de cet article est publié à la fin de ce bulletin)

ANNEXE 2 :

DECLARATION DU COLLECTIF MILITANT COMMUNISTES SUR L' INDEPENDANCE DE LA KOSOVË (KOSOVO)

Le Collectif Militant Communiste considère que la séparation de la Kosovë de l'Etat de Serbie est un acte légitime, juste, du point de vue léniniste du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et ce jusqu'à la séparation.

Cette séparation de l'Etat serbe intervient cependant dans un contexte historique particulier où l'impérialisme étasunien et les impérialismes européens ont marqué un point contre l'impérialisme russe et son allié serbe dans les Balkans et renforcé leur domination dans la région.

L'indépendance de la Kosovë n'est pas une réelle indépendance. Le peuple Kosovar n'est pas libre de ses volontés, il n'est pas souverain. C'est la réalité. Mais sa libération de l'oppression de l'Etat serbe est une victoire irréversible, et aucun principe prolétarien ne justifierait que l'on soutienne un retour à cette oppression.

La question concrète, aujourd'hui, c'est celle du combat général contre l'impérialisme (tous les impérialismes) dans l'ensemble des Balkans.

Toute une partie du mouvement indépendantiste kosovar s'est opposé et continue de s'opposer à la tutelle de l'impérialisme sur la Kosovë. C'est le cas du mouvement « VETËVENDOSJA » (AUTODETERMINATION). C'est le cas d'hommes politiques historiques comme Adem Demaci. Ce courant, démarqué du pouvoir actuel en place à Prishtina, représente un courant anti-impérialiste et progressiste que nous soutenons.

Nous soutenons de même les positions du Parti du Travail (Partija Rada) en Serbie dans ses luttes contre la politique d'oppression nationale grand-serbe, contre l'impérialisme, et pour le droit à l'autodétermination du peuple de Kosovë.

Le CMC exprime la conviction que le peuple de Serbie finira par reconnaître que la Kosovë est un pays maintenant séparé de la Serbie, que cette séparation n'est pas contraire à son avenir national et que les peuples serbes et albanais, avec les autres nations et peuples des Balkans, uniront leurs luttes pour chasser tous les impérialismes qui veulent dominer leur région.

Ainsi se construira le véritable internationalisme prolétarien dans les Balkans, sur des bases nouvelles, dans le respect de l'identité et de l'égalité de chaque nation et de chaque peuple.

Le Collectif Militant communiste

Mars 2008

ANNEXE 3 :

LE PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE DESAPPROUVE LA DECLARATION DE LISBONNE⁶

Le Parti Communiste d'Albanie considère erronée la déclaration d'un groupe de partis communistes contre l'indépendance de la Kosovë, signée le 16 février 2008.

Nous ignorons quelle connaissance ont de l'histoire ces partis qui font des déclarations contre les peuples, mais ils devraient savoir que la Kösove et d'autres territoires furent arbitrairement séparés de l'Albanie par l'impérialisme.

Depuis près de cent ans, le peuple de Kosovë n'a pas cessé de lutter contre l'occupation serbe, pour la liberté et l'indépendance. La volonté du peuple kosovar pour la liberté et l'indépendance a été considérée comme juste par le Komintern.

La déclaration de Lisbonne tombe en contradiction avec le marxisme-léninisme, avec les droits universels et les luttes des peuples pour leur droit à l'autodétermination qui est un principe fondamental du léninisme. Le Parti Communiste d'Albanie exprime son regret que plusieurs partis communistes sérieux avec lesquels il a eu des contacts fraternels se compromettent en s'alignant aux côtés d'un parti antimarxiste comme celui dirigé par le tsariste Guenadi Ziouganov.

Le Parti Communiste d'Albanie est conscient que l'impérialisme a ses intérêts stratégiques dans les Balkans.

Le soutien du Parti Communiste d'Albanie à l'indépendance de la Kosovë n'amointrit aucunement ses objectifs contre l'impérialisme américain, contre l'impérialisme européen et contre l'impérialisme russe. Mais la lutte contre l'impérialisme se mène dans un front global, et non en soutenant l'un, au nom de la lutte pour combattre un autre.

La déclaration de Lisbonne constitue un appel pour que la Kösove reste dans la république fasciste de Serbie.

Le parti Communiste d'Albanie exprime sa profonde déception que des partis communistes connus fassent un tel appel.

Il s'est écoulé 100 ans durant lesquels les occupants serbes se sont livrés à un génocide et un holocauste contre le peuple albanais de Kosovë. Quand le criminel fasciste Miloseviç menait une politique d'anéantissement contre la Kosovë, malheureusement vos partis n'ont pas ouvert la bouche et n'ont formulé aucune condamnation.

Maintenant que la Kösove a conquis l'indépendance avec son sang et avec ses sacrifices, il résonne de manière très paradoxale que quelques partis communistes fassent un appel en faveur du fascisme serbe.

De tels appels sont antimarxistes, contraires aux droits des hommes et condamnables par l'histoire. Le peuple de Kosovë a choisi lui-même sa voie.

Le Parti Communiste d'Albanie rejette la déclaration de Lisbonne et lance un appel aux partis communistes et ouvriers dans le monde pour soutenir l'indépendance de la Kosovë et pour démasquer la clique fasciste de belgrade.

Tirana 25 Février 2008
PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE

⁶ La déclaration de Lisbonne peut être consultée sur notre site www.militcom.org

ANNEXE 4 :

LA DEMANDE DE RECONNAISSANCE DU STATUT DE REPUBLIQUE A LA KOSOVO EST JUSTE

Extrait d'un article du journal « Zëri i popullit » 17 mai 1981

(...) Un peu d'histoire sur la manière dont est traité le problème national des Albanais en Yougoslavie

A la Conférence des ambassadeurs des grandes puissances qui se tint à Londres en 1913, l'Albanie fut démembrée. En dépit des nombreuses protestations par la voie diplomatique et l'opposition armée du peuple albanais, une grande partie du Nord-Est du pays, la Kosove et d'autres régions albanaises furent annexées aux royaumes de Serbie et du Monténégro.

En 1919, à Versailles, la Conférence de la Paix, malgré les justes revendications du peuple albanais, confirma le démembrement des territoires albanais décidé par les puissances impérialistes à Londres et les laissa à l'intérieur des limites du royaume des Serbes, Croates et Slovènes qu'elle créa.

Pendant une longue période, le Parti communiste de Yougoslavie a condamné l'oppression nationale à l'encontre des Albanais, qui «*étaient asservis et voués à l'extermination*» par «*la politique nationaliste des hégémonistes grands-serbes*», comme l'écrivait Tito dans le journal «*Proleter*».

De même, pendant un certain temps, il s'en est tenu à la thèse selon laquelle les peuples qui composaient le royaume de Yougoslavie devaient se voir reconnaître le droit à l'autodétermination jusqu'à la sécession. Dans l'article intitulé «*Contre le danger de guerre, contre l'offensive de la réaction fasciste ! Unissons aussi en Yougoslavie toutes les forces démocratiques dans le front populaire de combat*», publié dans «*Proleter*», organe du CC du PCY, le 2 février 1937, Tito écrivait : «*Le but de cette guerre dans laquelle les masses du peuple s'engageront de toutes leurs forces, doit être à tout prix la solution urgente de la question nationale, conformément au principe du droit démocratique à l'autodétermination...*»

Dans un autre article intitulé «*La question nationale en Yougoslavie à la lumière de la Lutte de libération nationale*» paru encore dans «*Proleter*» à la fin de décembre 1942, et considéré comme un document programme du PCY sur la question nationale, Tito soulignait que «*le Parti communiste de Yougoslavie n'a pas renoncé ni ne renoncera jamais à son principe énoncé par nos grands éducateurs et dirigeants Lénine et Staline, et selon lequel chaque peuple a le droit de décider lui-même de son sort et cela jusqu'à la sécession... La question de la Macédoine, la question de la Kosove et de Métohia, la question du Monténégro, la question de la Serbie, la question de la Croatie, la question de la Slovénie, la question de la Bosnie et de l'Herzégovine seront facilement réglées à la satisfaction de tous. C'est seulement ainsi que le peuple résoudra lui-même cette question, et chaque peuple est en train de conquérir ce droit, l'arme à la main, dans l'actuelle Lutte de libération nationale*».

Dans les «*Thèses sur la question nationale en Kosove et Métohia*» qui furent soumises par un des principaux dirigeants du PCY, Mosa Pijade, à la Ve Conférence du pays tenue à Zagreb en octobre 1940, il est dit : «*La question nationale ici (en Kosove — N.d.R.) peut être résolue par la formation de la république libre ouvrière et paysanne de Kosove, à travers le renversement révolutionnaire du régime fasciste impérialiste de la bourgeoisie «grande-serbe». Ce règlement signifie pour les Albanais, les Turcs et les musulmans slaves l'accession à la libre propriété de la terre, leur affranchissement de l'oppression nationale et l'obtention des conditions requises pour leur libre et entier développement national, politique et culturel*». [Arhiv F.N.R.J. Fond : «*Centralni Komitet K.P.J. Broj 12-14, 1940, Teze o nacionalnom pitanju na Kosmetu sa V zemaljske Konferencije K.P.J.*»]

Le Parti communiste de Yougoslavie reconnaissait donc au peuple de Kosove, comme à tous les autres peuples de Yougoslavie, le droit à l'autodétermination, jusqu'à la sécession, le droit d'avoir sa propre république. Ces droits, le peuple de Kosove les conquerrait en participant à la lutte antifasciste et de libération. Et les Albanais de Kosove ont participé à cette lutte en apportant leur précieuse contribution à la libération de Kosove et des peuples de Yougoslavie.

A la fin de 1944, les brigades et autres formations de partisans en Kosove, comme l'a écrit Fadil Hoxha, comptaient plus de 50 000 combattants. Au cours de cette lutte des milliers de partisans albanais donnèrent leur vie pour la liberté et les droits nationaux. (...)